

Chronologies

Chypre: 1^{er} novembre 2010 - 31 mars 2011

25 - 28 novembre: 21^{ème} Congrès du parti AKEL (communiste), qui réélit Andros Kyprianou au poste de Secrétaire général.

14 décembre: Résolution 1953 du Conseil de sécurité de l'ONU prolongeant le mandat des Forces de maintien de la paix à Chypre jusqu'au 15 juin 2011 (adoption par 14 voix, et une voix contre, celle de la Turquie).

17 décembre: un accord de délimitation des zones économiques exclusives a été conclu entre Chypre et Israël. Cet accord doit permettre la poursuite des recherches sous-marines d'hydrocarbures sans crainte de conflit d'exploitation. Protestation de la Turquie contre cet accord.

25 décembre: Pour la première fois depuis 1974 la célébration de la messe de Noël a été interdite en zone occupée.

1^{er} janvier: Le président Christofias déclare dans un entretien au journal *Haravgi* qu'en raison des élections législatives de Turquie de juin prochain aucune solution du problème de Chypre n'aura lieu avant cette date.

11 janvier: Visite à Chypre de la Chancelière Angela Merkel, qui apporte son soutien au président Christofias.

26 janvier: Réunion à Genève des chefs des communautés chypriotes grecque et turque en présence de Ban Ki-moon, le Secrétaire général de l'ONU.

28 janvier et 2 mars: Manifestation en zone occupée de plusieurs dizaines de milliers de Chypriotes turcs contre le plan d'austérité imposé par Ankara et la présence de l'armée turque.

16 mars: Visite officielle en Israël du président Christofias, marquée par la conclusion de 5 accords de coopération.

28 mars: Rencontre au Vatican de l'Archevêque de Chypre Chrysostomos II avec le Pape Benoît XVI, qui s'engage à demander à l'Union européenne de faire pression sur la Turquie afin d'éviter la poursuite de destruction d'édifices religieux en zone occupée.

GRECE: 1^{er} novembre 2010- 31 mars 2011

2 novembre: Explosion de colis piégés à l'Ambassade de Suisse et à l'Ambassade de Russie à Athènes. Au total la police grecque découvre 9 colis visant des Ambassades. Revendication par le mouvement anarchiste la *Conspiration des cellules de feu*.

7 et 14 novembre: Elections locales et régionales. Il y a plus de 50% d'abstention. Le Pasok remporte 8 régions sur 13. Georges Kaminis, soutenu par le Pasok est élu maire d'Athènes contre Nikitas Kaklamanis, le maire sortant, (*Nouvelle démocratie*). Yannis Boutaris, proche de Georges Papandréou est élu maire de Thessalonique.

21 novembre: Mme Dora Bakoyannis, députée d'Athènes, exclue de la *Nouvelle démocratie*, présente son nouveau parti: *l'Alliance démocratique*.

22 décembre: Vote du budget par 156 voix contre 142. Ce budget prévoit des économies de 14 milliards d'euros contre 9,1 en 2010. Le déficit public de 15,4% du PIB en 2009 puis de 9,4% en 2010 sera ramené à 7,4% en 2011. Ce budget table sur une contraction de 3% du PIB contre 4% en 2010.

7 janvier: Le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés s'inquiète du projet grec de construction d'un mur anti-immigrés de 12,5 km de large dans la région de l'Évros.

8 janvier: Le Premier ministre Georges Papandréou s'exprime - à la demande du Premier ministre turc Erdogan - à Erzeroum à la session annuelle des Ambassadeurs de Turquie en soulignant la violation de la souveraineté grecque par l'aviation de chasse turque.

17 janvier: Début du procès de 13 membres de la *Conspiration des cellules de feu*.

26 janvier: Avis défavorable de la Commission européenne à la demande de fusion de *Olympic Air* avec *Aegean Airlines* jugée contraire aux règles de concurrence loyale.

9 février: Décès de Miltiade Evert, ancien maire d'Athènes (1986-1989) et ancien président de la *Nouvelle Démocratie* (1993-1997).

11 février: Les représentants de la «troïka» (FMI, BCE, Commission européenne) en visite à Athènes donnent leur feu vert au versement de la 4^{ème} tranche - d'un montant de 15 milliards d'euros - de l'aide de 110 milliards accordée à Athènes. Mais ils demandent pour accélérer la réduction de la dette grecque l'application

d'un programme de privatisation d'un montant de 50 milliards d'euros sur la période 2011-2015. Cette exigence entraîne de très vives réactions de l'ensemble des partis politiques.

17 février: Le Conseil des ministres adopte un projet de loi réprimant la fraude fiscale et prévoyant des peines sévères jusqu'à 20 ans de prison.

8 mars: L'agence de notation *Moody's* abaisse de 3 crans la note souveraine de la Grèce à B1 contre Ba1 auparavant. Cette nouvelle note signifie que la Grèce ne présente qu'une faible sécurité de remboursement sur le long terme.

11 mars: Sommet de la zone euro à Bruxelles. Le taux d'intérêt appliqué aux prêts à la Grèce sera abaissé de 100 points de base et l'échéance de tous les prêts à ce pays est repoussée de 7 ans et demi.

24-25 mars: Conseil européen à Bruxelles, qui adopte un Pacte de compétitivité n'impliquant pas de nouvelles mesures d'austérité pour la Grèce.

25 mars: Dans un entretien au quotidien français, *les Echos*, Georges Papaconstantinou, le ministre grec des finances indique que le PIB en récession en 2011 devrait croître de 1 à 2% en 2012. Il estime aussi que le plan d'aide de 110 milliards ne suffira pas à satisfaire tous les besoins financiers d'Athènes.